



NOTE TRIMESTRIELLE DE CONJONCTURE

Deuxième trimestre 2024

APERÇU DES TENDANCES CONJONCTURELLES

Le deuxième trimestre 2024 est marqué par une hausse du niveau général des prix à la consommation (+3,1%) en comparaison à fin mars 2024. Par rapport à juin 2023, le niveau général des prix à la consommation est en hausse de 2,4%.

Les échanges extérieurs se sont caractérisés par un solde déficitaire et en dégradation par rapport au trimestre précédent en lien avec une régression des exportations (-2,6%) et des importations (-1,9%). Au total, le solde global de la balance des paiements est ressorti déficitaire.

La production d'or industrielle qui est le principal produit d'exportation du pays (81,8% comme part dans le total des exportations de biens) a régressé de 5,7% en glissement trimestriel et 5,2% en glissement annuel.

L'exécution des opérations financières de l'Etat, au 30 juin 2024, s'est soldée par un déficit (base engagement). Les recettes totales et dons mobilisées à fin juin 2024 ont enregistré une hausse de 11,0% en comparaison avec le deuxième trimestre de 2023 et les dépenses totales et prêts nets ont enregistré une progression de 4,1% pour la même période.

L'activité économique progresse au deuxième trimestre 2024 de 0,6% en glissement trimestriel et de 5,0% en glissement annuel. La croissance de l'activité économique en rythme trimestriel est portée par le secteur tertiaire (+1,5%) et le secteur primaire (+0,8%), le secteur secondaire ayant baissé de 1,9%.

La production industrielle enregistre une hausse par rapport au premier trimestre 2024. En effet, l'indice harmonisé de la production industrielle (IHPI) s'est établi à 154,4 en hausse de 3,6% en glissement trimestriel. Par rapport au même trimestre de 2023, l'indice enregistre aussi une hausse, mais de 13,5%.

1. Environnement international

La reprise de l'économie mondiale est stable mais lente et varie selon les régions

D'après les prévisions de référence, la croissance mondiale se maintiendrait à 3,2 % en 2024 et 2025, le même rythme qu'en 2023. La légère accélération dans les pays avancés (où la croissance devrait passer de 1,6 % en 2023 à 1,7 % en 2024 et à 1,8 % en 2025) sera neutralisée par une légère décélération dans les pays émergents et les pays en développement (4,3 % en 2023 à 4,2 % en 2024 et 2025). La croissance mondiale devrait s'établir à 3,1 % d'ici 5 ans, le niveau le plus faible enregistré depuis plusieurs décennies. L'inflation mondiale devrait régulièrement reculer de 6,8 % en 2023 à 5,9 % en 2024, puis à 4,5 % en 2025. Les pays avancés retrouveront leur niveau cible plus rapidement que les pays émergents et les pays en développement. Globalement, l'inflation hors énergie et alimentation devrait ralentir plus progressivement.

Les meilleures performances enregistrées en termes de variation annuelle en pourcentage du PIB réel en 2023 ont été réalisées par les Etats Unis (2,5%), l'Espagne (2,5%) et suivi du Japon avec 1,9%. Selon les dernières projections des perspectives de l'économie mondiale en 2024, la croissance s'afficherait à 2,7% aux Etats Unis, 1,9% en Espagne et 1,2% au Canada. En 2025, le Canada afficherait la meilleure performance économique qui ressortirait à 2,3%. Elle s'établirait à 2,1% en Espagne et à 1,9% aux Etats Unis. Dans la Zone Euro qui constitue un des poids lourds des pays avancés, la croissance s'est élevée à 0,4% en 2023 et s'afficherait à 0,8% en 2024 et 1,5% en 2025. L'Allemagne qui représente 25,3% (Eurostat-2020) du PIB de l'UE enregistre une contre-performance de -0,3% en 2023 et s'afficherait à 0,2% en 2024 et 1,3% en 2025.

Dans les pays émergents, la croissance est ressortie à 4,3% en 2023 et s'afficherait à 4,2% en 2024 et en 2025. Elle est plus élevée dans les pays en développement d'Asie où elle est ressortie à 5,6% en 2023 et s'afficherait à 5,2% en 2024 et 4,9% en 2025. Dans les pays en développement de l'Europe, elle s'est affichée à 3,2% en 2023, et ressortirait à 3,1% en 2024 et 2,8% en 2025.

Après quatre années mouvementées, les perspectives pour l'Afrique subsaharienne s'améliorent progressivement. La croissance va passer de 3,4 % en 2023 à 3,8 % en 2024, et près des deux tiers des pays s'attendent à une croissance plus élevée. La reprise économique devrait se poursuivre au-delà de cette année ; d'après les projections, la croissance devrait atteindre 4,0 % en 2025. En outre, l'inflation a presque diminué de moitié, les ratios de la dette publique se sont largement stabilisés et plusieurs pays ont émis des euro-obligations cette année, mettant ainsi un terme à une période de deux ans pendant lesquelles la région n'avait plus accès aux marchés internationaux. Cependant, des défis persistent et les risques sont orientés à la baisse. La pénurie de financement se poursuit pour les États de la région qui doivent encore faire face aux flux extérieurs en baisse, des coûts d'emprunt élevés et à des remboursements de dette imminents. Dans ce contexte, les pays d'Afrique

subsaharienne auront besoin de plus de soutien de la part de la communauté internationale afin de construire un avenir plus inclusif, durable et prospère.

Ralentissement de l'activité économique et tendances inflationnistes en Afrique subsaharienne, notamment en Afrique du Sud, au Ghana et au Nigéria.

En Afrique subsaharienne, l'activité économique enregistre un ralentissement en 2023 avec un taux de croissance de 3,3% après 3,9% en 2022. Cette contre-performance s'expliquerait par plusieurs facteurs, notamment le ralentissement de la demande de biens exportés par la région en raison du ralentissement de l'activité économique mondiale en lien avec la crise russo-ukrainienne et le relèvement des taux par les banques centrales pour lutter contre l'inflation.

En particulier, la croissance économique s'affiche à 0,1% en Afrique du Sud, à 1,6% au Ghana et à 3,2% au Nigeria contre respectivement 2,0%, 3,2% et 3,3% en 2022.

En perspective, la croissance de la région est projetée à 4,2% en 2024 à la faveur d'une augmentation de la consommation privée et de l'investissement confortée par la reprise de l'économie mondiale, le durcissement de leur politique monétaire et la chute des cours du pétrole. En Afrique du Sud et au Ghana, la croissance est projetée en accélération, respectivement à 1,8% et 2,9% en 2024. Au Nigéria, elle continuerait de ralentir pour se situer à 3,0%.

Quant à l'inflation, elle reste élevée en s'établissant à 14,0% en 2023 contre 14,5% en 2022. Ce niveau des prix est imputable principalement aux effets du conflit en Ukraine, à la persistance de l'inflation mondiale et à la hausse des coûts d'emprunt pour les pays du fait de la dépréciation des monnaies nationales. Le Ghana et le Nigeria enregistrent des forts taux d'inflation respectivement de 45,4% et 20,1% en 2023 après respectivement 31,9% et 18,8% en 2022. En Afrique du Sud, l'inflation s'établit à 5,8% en 2023, après 6,9% un an plus tôt.

En perspective, les pressions sur les prix s'atténuent quelque peu avec un taux d'inflation revenant à 10,5% en 2024. Au Nigeria et au Ghana, l'inflation ressortirait respectivement à 15,8% et 22,2% en 2024. Elle serait de 4,8% en Afrique du Sud.

Regain d'activité et maîtrise de l'inflation dans la zone UEMOA en 2023

Dans l'UEMOA, la croissance économique est plus vigoureuse en 2023 avec un taux de 6,1% contre 5,7% un an plus tôt, en lien avec le renforcement de l'activité dans l'ensemble des secteurs.

En perspective, la croissance serait de 7,4% en 2024, en lien avec l'amélioration attendue de l'environnement international et le renforcement de la résilience dont a fait preuve l'ensemble des Etats membres face aux récentes crises. Par ailleurs, la situation sécuritaire devrait connaître une amélioration grâce à une meilleure coordination des actions régionales avec une reprise des activités dans les zones fortement touchées et un retour des déplacés dans leur territoire.

Le niveau général des prix à la consommation dans l'Union baisserait de 3,4 points de pourcentage pour se situer à 3,7% en 2024 contre 7,1% en 2023, dans un contexte de détente des cours mondiaux des produits alimentaires et pétroliers, et de poursuite des mesures de lutte contre la vie chère, largement au-dessus des objectifs de stabilité des prix dans la zone¹. En perspective, l'inflation est projetée à 2,1% en 2024.

Evolution du taux de change de certaines devises par rapport au FCFA

Le franc suisse, le rand et le dollar US se sont appréciés par rapport au franc CFA à fin juin 2024 avec des taux respectifs de +0,5%, +3,5% et +1,0% comparativement à leur niveau en fin mars 2024. Le cedi ghanéen s'est échangé à la fin du deuxième trimestre 2024 à 40,5 FCFA soit une baisse de -13,1% par rapport à fin mars 2023.

Comparativement à fin juin 2023, le franc suisse, le rand et le dollar US se sont appréciés respectivement de +1,5%, +2,6% et 0,8% en fin juin 2024. Le cedi ghanéen connaît une forte baisse de -24,2%.

Evolution des cours mondiaux de certaines matières premières.

- *Le cours du baril de pétrole*

Le cours mondial du baril de pétrole (average²) est en baisse à fin juin 2024 ; il est ressorti à 81,2\$ US le baril contre 83,5\$ US à fin mars 2024, soit une baisse de 2,8% en un trimestre. Comparé à son niveau de juin 2023, le cours mondial du baril de pétrole est en hausse de 10,8%.

Le Brent quant à lui, est ressorti à 82,6\$ US le baril en juin 2024 contre 85,4\$ US à fin mars 2024 soit une baisse de 3,4%. Comparé à son niveau de juin 2023, il enregistre une hausse de 10,2%.

- *Le cours mondial de l'or*

En juin 2024, le cours de l'or enregistre une hausse de 7,8% par rapport à mars 2024. En effet, le cours de l'or s'est affiché, en moyenne, à 2326,4 dollars l'once en juin 2024 contre 2158,0 dollars en mars 2024. Comparativement à fin juin 2023, le cours de l'or a enregistré une hausse de 19,7%.

Converti en francs CFA, l'or s'est échangé en moyenne à 50 020 FCFA le gramme en juin 2024, en hausse de 8,9% par rapport à mars 2024 (45 926 FCFA) et en hausse de 20,7% en une année (41 455 FCFA en juin 2023).

- *Le cours mondial du coton*

Le cours du coton sur les marchés mondiaux connaît une baisse de 16,6% en un trimestre en passant de 2198,9 dollars la tonne en mars 2024 à 1833,8 dollars en juin

¹L'objectif de stabilité des prix de la BCEAO est compris entre 1 et 3%.

2024. Par rapport à fin juin 2023, il décroît de 10,1%. Converti en francs CFA, la fibre de coton vaut 1117,4 FCFA le kilogramme en juin 2024 contre 1326,2 FCFA le kilogramme en mars 2024, soit une baisse de 15,7%. Par rapport à juin 2023, le cours du coton connaît une hausse de 9,4%.

2. ECONOMIE NATIONALE

Le produit intérieur brut (PIB) croît timidement de 0,1% au premier trimestre 2024

L'activité économique progresse au deuxième trimestre 2024 de 0,6% en glissement trimestriel et de 5,0% en glissement annuel. La croissance de l'activité économique en rythme trimestriel est portée par le secteur tertiaire (+1,5%) et le secteur primaire (+0,8%), le secteur secondaire ayant baissé de 1,9%. La baisse du rythme de l'activité dans le secondaire s'explique essentiellement par une baisse des activités extractives (-4,6%) et de l'électricité, eau et assainissement (-2,0%).

En glissement annuel, le secteur primaire croît de 9,0%, le tertiaire de 6,4% et le secondaire enregistre une baisse de 1,2%. Le secteur tertiaire reste le moteur de la croissance avec une contribution de 2,8 points de croissance suivi du primaire avec une contribution de 1,5 point de croissance. Quant au secondaire dont l'activité est en baisse, sa contribution est ressortie à -0,4 point de croissance. Ce rythme de l'activité dans le secondaire est dû essentiellement à une baisse des activités extractives (-4,3%) et de l'électricité, eau et assainissement (-2,9%).

2.i. EMPLOI

« Baisse de la demande d'emploi au troisième trimestre »

Au troisième trimestre 2022, le nombre de demandes d'emploi enregistré à l'ANPE est en baisse (- 47,1%) comparativement au trimestre précédent. Selon le sexe, il ressort que la demande d'emploi a baissé de 55,1% pour les hommes et de 33,2% pour les femmes. En se référant au niveau d'instruction, on note qu'entre le deuxième et troisième trimestre 2022, le nombre de demandes d'emploi a diminué chez tous les niveaux instructions sauf chez les instruits de niveau « BEP » (+2,8%). En effet, le nombre de demandes est à la baisse pour les « Sans diplômes » (-16,3%), les instruits de niveau «CAP » (-67,8%), « CEP » (-9,6%), « BEPC » (-39,3%), « BAC » (-48,0%), « DUT/BTS » (-52,1%) et « Licence et plus » (-63,9%).

En ce qui concerne l'âge, la baisse du niveau global du nombre de demandes d'emploi est observée sur toutes les tranches d'âge sauf pour les personnes âgées de « moins de 20ans » (+192,6%, 20 demandes au 2e trimestre contre 59 demandes au 3e trimestre) et une quasi-stabilité du nombre de demandeurs d'emploi dont l'âge est compris entre 45 et 49 ans.

Selon l'ANPE, le nombre d'emplois créés en septembre 2022 est de 109 contre 117 en juin 2022 et 175 en septembre 2021. Par ailleurs, en septembre 2022, 328 entreprises ont été créées contre 451 en juin 2022, soit une hausse trimestrielle de 228,0%. Par

rapport à septembre 2021, le nombre d'entreprises créées est en baisse de 59,7%, soit 486 entreprises en moins.

2.ii. Industries et mines

« La production industrielle en hausse au premier trimestre 2024 »

Au premier trimestre 2024, la production industrielle a enregistré une hausse de 3,6% par rapport au trimestre précédent, imputable principalement aux « industries extractives » (+20,3%). L'« industrie manufacturière » connaît une baisse de 23,6% au cours du premier trimestre. Cette hausse de l'activité des « industries extractives » s'est beaucoup ressentie au niveau de l'« Extraction de minerais métalliques » (+20,9%) mais les « Activités de soutien aux industries extractives » connaissent une baisse (-11,3%). La baisse des activités manufacturières est imputable notamment à la « fabrication de produits alimentaires » (-7,1%), la « fabrication de boissons » (-44,4%), au « travail du caoutchouc et du plastique » (-53,7%) et de la « métallurgie » (-27,1%).

En glissement annuel, la production industrielle est en hausse de 13,5% au premier trimestre 2024. Cette hausse est soutenue essentiellement par une croissance des activités des « industries extractives » (+14,8%) et des « industries manufacturières » (+4,7%).

Chute de l'activité dans le secteur des industries au deuxième trimestre 2024

Dans le secteur des industries, au deuxième trimestre 2024, conformément aux prévisions assez pessimistes des chefs d'entreprise un trimestre plus tôt, les recettes ont connu une baisse comparativement à la situation actuelle. En glissement trimestriel, le solde d'opinions sur l'évolution des recettes est de -11,2% traduisant également une baisse par rapport au premier trimestre 2024.

En glissement annuel, la situation des recettes est identique à celle du glissement trimestriel. En effet, comparé au deuxième trimestre de 2023, les recettes ont connu une baisse selon les opinions des chefs d'entreprises.

Pour le trimestre à venir, les chefs d'entreprises restent pessimistes quant à une amélioration du niveau des recettes.

2.iii. Eau et transports

La consommation totale d'eau potable en baisse au deuxième trimestre 2024

A fin juin 2024, le nombre d'abonnés actifs de l'ONEA et les bornes fontaines s'élève à 533 152 soit une augmentation de 1,1% par rapport à fin mars 2024. La consommation totale d'eau potable de juin 2024 est en baisse en un trimestre de 7,7%

avec les « Ménages » (-15,6%), les « Bornes fontaines » (-12,8%) et l'« Administration » (-27,3%), les trois secteurs ayant connus les plus grandes variations.

Hausse du trafic aérien de passagers en juin 2024

Le nombre total de passagers (débarqués et embarqués) en juin 2024 affiche une hausse de 34,4% par rapport à mars 2024. Cette croissance du nombre de passagers est due aux départs et aux arrivés qui sont en hausse respectif de 26,7% et 33,7% en un trimestre.

En glissement annuel, le nombre total de passagers est en baisse en passant de 65 210 en juin 2023 à 62 582 en juin 2024 et le nombre de passagers en transit de 14 376 à 17 629 soit une hausse de 22,6%.

2.iv. Commerce extérieur

Balance commerciale déficitaire au deuxième trimestre 2024

Les exportations en valeur ont connu une baisse de 2,6% (- 21,5 milliards de FCFA) au deuxième trimestre 2024 par rapport au trimestre précédent. En glissement annuel, les exportations sont passées de 686,8 milliards à 816,7 milliards de FCFA, soit une hausse de 18,9%.

Quant aux importations, elles sont estimées à 903,8 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2024 contre 920,9 milliards de FCFA au trimestre précédent, soit une baisse de 1,9%. Par rapport au même trimestre de l'année précédente, les importations ont augmenté de 3,5% (+30,3 milliards de FCFA).

Le taux de couverture se situe à 90,4% avec une progression de 0,7 point de pourcentage par rapport au premier trimestre 2024. En glissement annuel, le taux de couverture a connu une croissance de 14,9 points de pourcentage. Le déficit commercial se dégrade en passant de 82,7 milliards au premier trimestre 2024 à 87,1 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2024. Comparativement au deuxième trimestre 2023 dont le déficit commercial est ressorti à 186,7 milliards de FCFA, le deuxième trimestre 2024 enregistre une amélioration de 99,6 milliards de FCFA.

2.v. Prix

Tendance à la hausse des prix à la consommation

En fin juin 2024, les prix à la consommation ont connu une hausse de 3,1% par rapport à fin mars 2024. La hausse des prix des « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+6,0%) est la principale source de la hausse du niveau général des prix à la consommation au deuxième trimestre 2024 en comparaison à fin mars 2024.

Par rapport à fin juin 2023, les prix ont connu une hausse de 2,4% imputable principalement aux prix des « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+ 3,8%), du prix du « Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (+3,5%) et des services de « Restaurants et hôtels » (+1,0%).

2.vi. Finances publiques

Amélioration du déficit budgétaire en juin 2024

A fin juin 2024, la mobilisation des ressources budgétaires fait ressortir un taux d'exécution annuel de 50,2%. En effet, les recettes totales et dons mobilisés sont ressortis à 1511,8 milliards de FCFA pour une prévision annuelle de 3009,2 milliards de FCFA.

Pour les dépenses totales et prêts nets, ils ont été exécutés à hauteur de 1841,1 milliards de FCFA à fin juin 2024 pour une prévision annuelle de 3684,2 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 50,0%.

Comparativement à juin 2023, les ressources mobilisées ont progressé de 150,3 milliards de FCFA (11,0%). Cette hausse est la résultante d'une augmentation des recettes totales de 223,6 milliards de FCFA (+18,7%) et une baisse des dons extérieurs de 73,3 milliards de FCFA (-43,7%).

Les dépenses et prêts nets sont en hausse de 72,9 milliards de FCFA (+4,1%) comparés à fin juin 2023. Cette hausse est liée à la progression des dépenses courantes de 87,5 milliards de FCFA (+8,1%) et des prêts nets de 6,3 milliards de FCFA.

L'exécution des opérations financières de l'Etat, à fin juin 2024, affiche un déficit (base engagement) de 329,2 milliards de FCFA contre un déficit de 406,6 milliards à fin juin 2023, soit une amélioration de 77,4 milliards de FCFA.

2.vii. Situation monétaire

Afflux des actifs extérieurs nets et régression des créances intérieures en juin 2024

A fin juin 2024, l'évolution des agrégats monétaires fait ressortir une hausse trimestrielle des actifs extérieurs nets de 232,1 milliards de FCFA (+12,4%). Cet afflux est imputable aux actifs extérieurs nets de la banque centrale qui ont progressé de 262,2 milliards de FCFA (+75,3%) et ceux des banques qui ont par contre régressé de 30,1 milliards de FCFA. Sur un an, les actifs extérieurs nets ont enregistré une hausse de 233,1 milliards de FCFA (+12,5%).

Les créances intérieures ont connu une baisse trimestrielle de 119,2 milliards de FCFA (-2,4%). Cette baisse est imputable à un afflux des créances nettes sur l'Administration de 116,8 milliards de FCFA (+36,2%) et une baisse des créances sur les autres secteurs de 236,0 milliards de FCFA (-5,1%).

Par rapport à fin juin 2023, les créances intérieures se sont accrues de 250,6 milliards de FCFA (+5,5%).

La masse monétaire à fin juin 2024 est ressortie à 5928,5 milliards de FCFA, en hausse de 157,6 milliards de FCFA (+2,7%) comparée à fin mars 2024. Par rapport à fin juin 2023, la masse monétaire a progressé de 183,6 milliards de FCFA (3,2%).

Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD)

Directeur Général : **Toubou RIPAMA**

Directeur Général Adjoint : **Bernard BERE**

Directeur des Statistiques et des Synthèses Economiques : **Barbi KABORE**

Chef de Service de la Prévision et de l'Analyse de Conjoncture : **Issaka NIANGAO**

Responsable de la publication : **Germain GOUBA**

Distribution : **Direction de l'Informatique et du Management de
l'Information Statistique**

Pour toute information, s'adresser au Service de la Prévision et de l'Analyse de Conjoncture

Tél : (226) 25 4985 00 Avenue Pascal ZAGRE, Ouaga 2000, 01 BP 374

Ouagadougou 01, BURKINA FASO ; Site Web: www.insd.bf;

Email: insdbf@yahoo.fr